



**SÉANCE EXTRAORDINAIRE
DU CONSEIL DU 16 MAI 2022 À 18 H 30**

PROCÈS-VERBAL de la séance extraordinaire du conseil de la Ville de Paspébiac tenue à l'Hôtel de ville le lundi **16 mai 2022** à compter de 18 h 30 sous la présidence du maire, Monsieur Marc Loisel.

Sont présents à cette séance extraordinaire :

Monsieur Louis-Alexandre McNaughton, conseiller
Madame Nancy Anglehart, conseillère
Monsieur Gabriel Huard, conseiller
Madame Marie-Andrée Côté, conseillère
Madame Sandra Langlois, conseillère
Monsieur Christian Grenier, conseiller

Est également présent :

Monsieur Daniel Langlois, directeur général et greffier

2022-05-158

1. OUVERTURE DE LA SÉANCE

Monsieur le maire, Marc Loisel, ouvre la séance à 18 h 30 et souhaite la bienvenue aux conseillers et à Monsieur Daniel Langlois, directeur général et greffier.

2022-05-159

2. CONSTATATION DU QUORUM

Monsieur le maire, Marc Loisel, constate que le quorum est atteint.

2022-05-160

3. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le maire, Marc Loisel, fait lecture de l'ordre du jour :

ORDRE DU JOUR

1. Ouverture de la séance
2. Constatation du quorum
3. Adoption de l'ordre du jour
4. Avis de motion de l'adoption du Règlement 2022-520 régissant les vendeurs sans place d'affaires et abrogeant le Règlement numéro 2005-278 de la Ville de Paspébiac
5. Présentation et dépôt du projet de règlement 2022-520 régissant les vendeurs sans place d'affaires et abrogeant le Règlement numéro 2005-278 de la Ville de Paspébiac
6. Affaires nouvelles
7. Période de questions
8. Levée de la séance

IL EST PROPOSÉ PAR : Madame Marie-Andrée Côté, conseillère

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé.

2022-05-161

4. AVIS DE MOTION DE L'ADOPTION DU RÈGLEMENT 2022-520 ABROGEANT LE RÈGLEMENT 2005-278 CONCERNANT LE COLPORTAGE DANS LA VILLE DE PASPÉBIAC

Madame Nancy Anglehart, conseillère, donne avis de motion qu'à une séance subséquente du Conseil de la ville de Paspébiac, le Règlement numéro 2022-520 régissant les vendeurs sans place d'affaires et abrogeant le Règlement numéro 2005-278 de la Ville de Paspébiac sera adopté.

Ce règlement a pour objets et conséquences d'abroger le Règlement numéro 2005-278 et ses amendements et d'adopter un nouveau règlement concernant les vendeurs sans place d'affaires dans la Ville de Paspébiac.

Le projet de Règlement numéro 2022-520 est présenté aux membres du Conseil et il y a eu communication de l'objet et de la portée du Règlement numéro 2022-520 conformément à l'Article 445 du Code municipal.

2022-05-162

5. PRÉSENTATION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT 2022-520 RÉGISSANT LES VENDEURS SANS PLACE D'AFFAIRES ET ABROGEANT LE RÈGLEMENT NUMÉRO 2005-278 DE LA VILLE DE PASPÉBIAC

Madame Nancy Anglehart, conseillère, présente et dépose le projet de règlement 2022-520 régissant les vendeurs sans place d'affaires et abrogeant le Règlement numéro 2005-278 de la Ville de Paspébiac.

POINT REPORTÉ À L'UNANIMITÉ.

**PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO 2022-520
RÉGISSANT LES VENDEURS SANS PLACE D'AFFAIRES ET
ABROGEANT LE RÈGLEMENT NUMÉRO 2005-278 DE LA VILLE DE PASPÉBIAC**

ATTENDU QUE la Ville de Paspébiac a adopté le 26 septembre 2005 le règlement numéro 2005-278 sur le colportage;

ATTENDU QU' en vertu des dispositions de l'article 6 de la Loi sur les compétences municipales, la ville de Paspébiac peut réglementer les vendeurs sans place d'affaires sur son territoire;

ATTENDU QU' il y a lieu d'abroger le règlement actuel afin d'en adopter un nouveau dans le but de simplifier l'application du règlement par l'administration;

ATTENDU QU' un Avis de motion du Règlement numéro 2022-520 a été donné le 16 mai 2022 ;

ATTENDU QUE tous les membres du conseil municipal ont eu en main le projet de Règlement numéro 2022-520

POUR CES MOTIFS il est proposé par xxxxxxxxxxxxxxxxxxxx, conseiller/conseillère

Et il est résolu à xxxxxxxxxxxxxx des membres du Conseil que le projet de Règlement numéro 2022-520 régissant les vendeurs sans place d'affaires et abrogeant le Règlement numéro 2005-278 de la ville de Paspébiac soit adopté et décrète ce qui suit :

Article 1

Aux fins du présent règlement, un colporteur et/ou vendeur itinérant est une personne qui sollicite les résidents de porte en porte ou qui fait de la sollicitation dans des établissements publics ou privés, ou aux portes ou sur les stationnements desdits établissements, pour offrir en vente des biens ou des services.

Article 2

- a) Il est interdit à toute personne n'ayant pas d'établissement de commerce de détail, de vendre au détail ou d'offrir en vente des marchandises ou articles de commerce toutes espèces dans les limites de la Ville à moins d'y avoir été autorisée au moyen d'un permis émis par la Ville.
- b) Le fonctionnaire désigné pour l'émission des permis de construction (Inspecteur en bâtiment et environnement) est responsable de l'émission de ce permis.
- c) Toute personne qui agit à titre de colporteur doit se procurer au préalable un permis émis à cette fin par le fonctionnaire désigné aux conditions établies par ce règlement.
- d) Le coût du permis est de 1 000 \$ et est valide pour une période d'un an à compter de la date de son émission et ne peut être transféré.
- e) Seule la vente des marchandises ou services indiqués dans la demande de permis est autorisée par le permis.
- f) Toute personne désirant obtenir tel permis doit en faire la demande durant les heures de bureau, à l'aide d'un formulaire disponible à cette fin auprès de l'inspecteur en bâtiments de la Ville, formulaire qu'elle doit compléter, signer et remettre.
- g) Un spécimen de ce formulaire est annexé au présent règlement comme annexe A pour en faire partie intégrante.

Article 3

Le permis exigé en vertu de l'article 2 ne peut être émis et le montant ne peut être perçu qu'aux conditions suivantes:

Le colporteur et/ou vendeur itinérant doit :

- a) faire sa demande de permis cinq (5) jours ouvrables avant la date prévue de sa venue;
- b) fournir son nom, son adresse civique et postale, son numéro de téléphone, son occupation, le genre d'affaires ou de commerce qu'il désire exercer et la période d'activité pendant laquelle il occupera un emplacement dans les limites de la Ville;
- c) faire la preuve qu'il a obtenu un permis, s'il y a lieu, conformément à la Loi sur la protection du consommateur;
- d) faire la preuve qu'il a obtenu une licence, conformément à la Loi sur les licences;
- e) fournir une copie certifiée conforme de sa déclaration de raison sociale, s'il y a lieu;
- f) se charger de ses propres installations, garder en tout temps l'emplacement propre et voir à le remettre en bon état à son départ. Aucune installation permanente de service ou construction quelconque n'est permise sur cet emplacement;
- g) fournir une attestation écrite de la Sûreté du Québec à l'effet qu'il n'a pas été reconnu coupable d'une offense criminelle passible de plus de cinq (5) ans d'emprisonnement au cours des trois dernières années précédant la demande de permis;
- h) remettre une photocopie du certificat d'immatriculation de tout véhicule automobile servant aux fins de son commerce ou à y faire des affaires;
- i) fournir, dans le cas d'une personne morale, une copie certifiée conforme de la résolution de la compagnie autorisant à faire telle demande de permis;
- j) fournir, dans le cas d'une personne morale, une photocopie de ses statuts constitutifs;
- k) fournir copie du permis d'occupation ou tout autre permis requis par les règlements municipaux;
- l) fournir copie des documents exigés en vertu du présent article.

Article 4

Les activités mentionnées dans la demande de permis ne peuvent être exercées qu'entre 9 h et 23 h.

Article 5

Toute personne qui se livre à une activité de colportage ou vente itinérante ne peut, dans l'exercice de ces activités, adopter l'un ou l'autre des comportements suivants:

1. Être impoli avec les personnes sollicitées;
2. User de toute forme de harcèlement, d'insistance indue, d'un langage grossier ou de menaces;
3. Solliciter ou vendre de porte-à-porte, en un lieu arborant un avis mentionnant des expressions telles que « Pas de colporteur », « Pas de sollicitation » ou autre mention semblable;
4. Refuser de s'identifier.

Article 6

Lorsqu'une disposition du présent règlement est incompatible avec les dispositions d'un règlement de contrôle ou d'un autre règlement en ce qui a trait au coût du permis, aux recommandations requises, à la date de renouvellement ou d'expiration du permis, les dispositions du présent règlement prévalent.

Article 7

L'émission d'un permis en vertu du présent règlement ne dispense pas son détenteur de l'obligation d'obtenir tout autre permis et d'en acquitter le coût de même que d'acquitter toutes autres taxes ou redevances requises en vertu de la réglementation de la Ville.

Article 8

- a) Est considéré comme nul et sans effet tout permis quand le détenteur, au cours de sa durée, contrevient au présent règlement ou cesse de satisfaire à l'une des exigences qui y sont prescrites.
- b) Sur réception d'un avis d'annulation, le détenteur du permis doit faire parvenir ce permis immédiatement au fonctionnaire responsable de l'émission des permis ou le remettre sur demande à tout fonctionnaire désigné chargé de l'application du présent règlement.

Article 9

La Ville n'est pas tenue de rembourser en partie ou en totalité le coût du permis annulé en vertu de l'article 2 d) du présent règlement.

Article 10

- a) Tout détenteur d'un permis émis en vertu du présent règlement doit l'afficher dans son établissement de manière à ce qu'il soit exposé à la vue du public en tout temps.
- b) Dans le cas où il n'y a pas d'établissement, le détenteur doit le porter sur lui lorsqu'il fait son commerce ou des affaires et l'exhiber sur demande, à chaque endroit ou à chaque résidence où il se présente pour exercer son commerce ou à tout fonctionnaire chargé de l'application du présent règlement.

Article 11

Nonobstant tout ce qui précède, un tel permis n'est pas exigé de tout commerçant non résident faisant son commerce ou des affaires dans des lieux où se tient une exposition agricole, commerciale, industrielle, culturelle ou artisanale, un spectacle, un lancement d'un produit culturel.

L'article 2 a) ne s'applique pas aux élèves ou représentants d'une école, d'un centre de services scolaire ou d'un organisme de loisirs, de formation de la jeunesse, de bienfaisance, ou autre du même genre, dans le cadre d'un projet de sollicitation organisé par ces derniers.

Article 12

Nonobstant tout ce qui précède, le présent règlement ne s'applique pas aux fournisseurs des commerçants ayant un établissement de commerce de détail dans les limites de la Ville et à ceux des institutions situées sur le territoire de la Ville.

Article 13

Toute personnes contrevenant à l'une quelconque des dispositions du présent règlement commet une infraction et est passible:

- a) pour une première infraction, d'une amende minimum de 100 \$ et maximale de 300 \$ si elle est une personne physique, et d'un minimum de 100\$ et maximale de 500 \$ si elle est une personne morale;
- b) pour toute récidive d'une amende maximale de 500 \$ si elle est une personne physique et de 1 000 \$ si elle est une personne morale.

Lorsque l'infraction est continue, cette continuité constitue jour par jour une infraction distincte séparée et l'amende prévue à l'article 11 de ce règlement pour cette infraction est imposée pour chaque jour que dure l'infraction.

Article 14

Dispositions exécutive

Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante. Toute disposition d'un règlement antérieur, incompatible avec le présent règlement, est abrogée à toutes fins que de droit et notamment le règlement.

L'inspecteur en bâtiment et en environnement est mandaté à émettre les constats d'infraction relatifs au présent règlement.

Article 15

Le présent règlement abroge le Règlement 2005-278 et ses amendements.

Article 16

Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Résolution numéro : 2022-05-162

Point reporté à l'unanimité séance tenante.

Daniel Langlois
Directeur général

Marc Loisel
Maire

6. AFFAIRES NOUVELLES

7. PÉRIODE DE QUESTIONS

2022-05-163

8. LEVÉE DE LA SÉANCE

IL EST PROPOSÉ PAR: Monsieur Gabriel Huard, conseiller **ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ** que la séance soit levée. Il est 19 h 11.

Marc Loisel, maire

Daniel Langlois, directeur général et greffier